


MAÎTRE D'OUVRAGE	 <p>Commune de PLURIEN</p> <p>19 Rue des Fleurians 22240 PLURIEN Tél : 02 96 72 17 23 commune.plurien@orange.fr</p>
---------------------	---


OPÉRATION	Création d'une liaison cyclable – Rue du Lac – RD34
-----------	---

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

PIÈCE N° 0A	<p>RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)</p>
-------------	--

PROCÉDURE	<p>Marché de travaux passé selon une procédure adaptée En application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique du 1 avril 2019</p>
-----------	--

REMISE DES OFFRES	<p>Date limite de réception : Mardi 12 Août 2025 Heure limite de réception : 12h30</p>
----------------------	--

MAÎTRE D'ŒUVRE	 <p>Groupe EGUIMOS - SELARL de Géomètres Experts Associés Agences à BAIN DE BRETAGNE - COMBOURG - LA MÉZIÈRE - DINAN Tél : 02 99 43 76 06 - Courriel : urbareal@eguimos.com</p>
-------------------	---

Date	Indice	Objet de l'édition / révision	Établi par	Dossier n° 241084
10/06/2025	A	Première diffusion	BG	

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ - MAÎTRE D'OUVRAGE	3
1.1 - Identification de l'organisme qui passe le marché	3
1.2 - Nom, prénom, qualité du signataire du marché public.....	3
1.3 - Comptable public assignataire des paiements	3
ARTICLE 2 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
3.1 - Objet.....	4
3.2 - Lieu d'exécution des travaux	4
3.3 - Tranche optionnelle et allotissement.....	4
ARTICLE 4 - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
4.1 - Forme et procédure du marché	4
4.2 - Variante et prestation supplémentaire éventuelle	4
4.3 - Durée d'exécution du marché	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS RELATIVES AU DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
5.1 - Visite préalable du lieu d'exécution des prestations ou des équipements concernés	5
5.2 - Présentation de plusieurs offres	5
5.3 - Conditions relatives à la dématérialisation	5
5.4 - Conditions relatives à la forme du groupement.....	5
5.5 - Modifications de détail sur la consultation	5
5.6 - Coordonnées des personnes habilitées à donner des renseignements	5
ARTICLE 6 - ENVOI DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET D'OFFRE	5
6.1 - Délai de validité des offres	5
6.2 - Pièces du marché.....	6
6.3 - Inapplicabilité des conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires.....	7
ARTICLE 7 - MODALITES PRATIQUES RELATIVES A L'ENVOI ET LA RECEPTION DES OFFRES	7
ARTICLE 8 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
8.1 - Règles de sélection des candidatures et des offres.....	8
8.2 - Négociations.....	10
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DES MARCHES	10
9.1 - Déroulement des phases d'attribution du marché ou des marchés postérieurement au classement des offres	10
ARTICLE 10 - LISTE DES PIECES DU DOSSIER DE CONSULTATION	11

ARTICLE 1 - PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ - MAÎTRE D'OUVRAGE

1.1 - Identification de l'organisme qui passe le marché

Commune de Plurien

19 Rue des Fleurians
22240 PLURIEN

1.2 - Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Monsieur Jean-Pierre OMNES, Maire de la Commune de PLURIEN

1.3 - Comptable public assignataire des paiements

Trésorerie de **Plurien**

ARTICLE 2 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les offres seront impérativement déposées avant les date et heure limites suivantes :

Mardi 12 Août à 12h30

À l'adresse électronique :

www.megalisbretagne.org

Irrecevabilité des offres tardives

Est une offre tardive une offre réceptionnée par la Commune de PLURIEN, à l'adresse ci-dessus, après la date et l'heure limite figurant ci-dessus. Elle sera rejetée sans être examinée.

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

3.1 - Objet

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux de création d'une liaison cyclable Rue du Lac – RD 34

3.2 - Lieu d'exécution des travaux

Commune de PLURIEN

France, Région Bretagne, Côtes d'Armor, Code NUTS : FR 521.

3.3 - Décomposition en tranche et allotissement

3.3.1 - Décomposition en tranche

L'opération n'est pas décomposée en tranche.

3.3.2 - Allotissement

L'opération n'est pas allotie

ARTICLE 4 - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

4.1 - Forme et procédure du marché

4.1.1 - Forme

Le marché est passé à prix UNITAIRES.

4.1.2 - Procédure

Le présent marché est un marché de travaux passé selon une procédure adaptée. Il est fait application du code de la commande publique du 1 avril 2019.

4.2 - Variante et prestation supplémentaire éventuelle

4.2.1 - Variante

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

4.2.2 - Prestation supplémentaire éventuelle

Sans objet.

4.3 - Durée d'exécution du marché

Le durée d'exécution du marché est fixé dans l'acte d'engagement.

La date prévisionnelle du commencement de l'exécution des travaux est fixée au mois de **OCTOBRE 2025**.

ARTICLE 5 - CONDITIONS RELATIVES AU DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

5.1 - Visite préalable du lieu d'exécution des prestations ou des équipements concernés

La visite des lieux d'exécution des prestations n'est pas obligatoire.

Cependant, le titulaire sera réputé avoir pris connaissance du contexte de son intervention avant remise de son offre et démarrage de la mission (cf article 1.6 du CCTP).

5.2 - Présentation de plusieurs offres

Il est possible, pour le marché, de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements. En revanche, il n'est pas possible d'être mandataire de plusieurs groupements.

5.3 - Conditions relatives à la dématérialisation

Important : Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage peut utiliser la messagerie électronique pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi de réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation des entreprises...). Aussi, des courriels pourront être adressés aux candidats, ceux-ci pourront contenir notamment un lien de téléchargement, ou une demande d'accusé réception à partir de ce site Internet.

Les candidats sont donc invités à s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie permet de recevoir ce type de message, de vérifier le cas échéant que les courriels ne figurent pas dans leurs dossiers "indésirables" ou "spam", d'accuser réception de chacun de ces envois en cliquant dans le lien correspondant affiché dans le message qu'ils ont reçu.

5.4 - Conditions relatives à la forme du groupement

Conformément aux dispositions de l'article R2142-22 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018, aucune forme juridique n'est exigée au titre de la candidature.

5.5 - Modifications de détail sur la consultation

Le maître d'ouvrage pourra apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail sur la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.6 - Coordonnées des personnes habilitées à donner des renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres,

Afin de garantir l'égalité de traitement des candidats, les questions, d'ordre technique ou administratif, seront déposées sur la plateforme www.megalisbretagne.org. Les questions techniques seront transmises au maître d'œuvre. Les réponses apportées seront publiées sur Mégalis. La réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Tous les candidats qui auront téléchargés le dossier de consultation sur la plateforme Mégalis en étant identifié recevront une notification signalant la publication de la réponse.

ARTICLE 6 - ENVOI DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET D'OFFRE

6.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de cent vingt jours (120 jours) ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

6.2 - Pièces du marché

6.2.1 - Pièces particulières

Les candidats remettront les documents ci-dessous :

Présentation de la candidature

En application de l'article R2143-3 et R2143-14 du code de la commande publique du 1 avril 2019, le candidat produit à l'appui de sa candidature les formulaires DC1 et DC2, pré remplis et joints au dossier de consultation des entreprises.

Les documents et renseignements aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article R2142-1 du décret 2018-1075 soit :

- ☒ Déclaration appropriée de banque ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents (RC professionnelle, toutes prestations de gestion des déchets...),
- ☒ Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur indique que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- ☒ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- ☒ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public,
- ☒ En cas d'intention de recours à la sous-traitance, une liste des sous-traitants potentiels accompagnée de la preuve de leur certification et assurances professionnelles.
- ☒ Extrait K-bis ou équivalent.
- ☒ Attestation sur l'honneur de la personne habilitée à engager le candidat.
- ☒ Copie du jugement en cas de redressement judiciaire.

Contenu de l'offre

L'entreprise précisera dans son offre toute remarque utile concernant les exigences des prestations imposées par les réglementations, normes, règles de l'art, services concessionnaires et administrations qui ne figureraient pas dans les documents de la consultation. Ces remarques sont à insérer clairement dans le mémoire technique présenté.

- ☒ L'acte d'engagement.
- ☒ Le cahier des clauses administratives et particulières accepté et visé.
- ☒ Le cahier des clauses techniques et particulières accepté et visé.
- ☒ Le bordereau des prix unitaires
- ☒ Le détail quantitatif et estimatif
- ☒ Un mémoire technique dont le contenu attendu est précisé à l'article 6.2.2 ci-après.
- ☒ Un planning prévisionnel comprenant une proposition de calendrier prévisionnel d'exécution des travaux détaillé par étapes de réalisation.
- ☒ Le ou les annexes relatives aux sous – traitants désignés formulaire DC 4 (un par sous-traitant), paraphé(s), daté(s), signé(s), si sous-traitants.

6.2.2 - Mémoire technique

Le mémoire technique à présenter contiendra :

- Une note explicitant les dispositions d'organisation prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier, en conformité avec l'article L 541-2 du Code de l'Environnement. Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toute nature liées au traitement des déchets du chantier ;

- Une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
- Une notice technique sur les moyens et la méthodologie mis en place pour le bon déroulement du chantier ;
- L'effectif du personnel, d'encadrement de chantier et moyens en matériel.
- Les fiches techniques des matériaux ou équipements proposés avec liste des fournisseurs.
- Les renseignements sur les entreprises sous traitantes par domaine d'activité.
- Les procédures d'exécution des travaux et organisation du chantier.
- Toute remarque utile concernant les exigences des prestations imposées par les réglementations, normes, règles de l'art, services concessionnaires et administrations qui ne figureraient pas dans les documents de la consultation.

De manière générale, il est fourni tous éléments permettant de juger les offres selon les critères de sélection (cf : article 8 ci-après pour le détail des critères et sous critères de jugement des offres).

6.2.3 - Règlementation applicable

Sont notamment applicable au présent marché :

- Les dispositions de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs aux marchés publics.
- La réglementation, les normes désignés dans le cahier des clauses administratives particulières ou le cahier des clauses techniques particulières.

6.2.4 - Pièces générales applicables au marché :

S'imposeront également aux cocontractants :

- Les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 dans sa version en vigueur au jour de la publication de la consultation (le texte intégral est accessible sur le site internet www.legifrance.gouv.fr – marchés publics).
- Les pièces désignées dans le cahier des charges.

6.3 - Inapplicabilité des conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires

Les conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires ne s'appliquent pas au présent marché.

Des clauses particulières de vente peuvent être présentées avec l'offre. Ces conditions seront jugées dans la valeur technique de l'offre. Il est ici précisé que ces clauses particulières peuvent être refusées ou négociées en totalité ou partie.

ARTICLE 7 - MODALITES PRATIQUES RELATIVES A L'ENVOI ET LA RECEPTION DES OFFRES

Les candidats devront transmettre leur offre sous format électronique, aucun autre mode de transmission n'étant autorisé.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées à l'article 2 du présent document. La charge de la preuve d'un dépôt repose sur le soumissionnaire. Les offres tardives seront rejetées, elles pourront être cependant ouvertes afin d'obtenir les coordonnées de l'expéditeur.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante : www.megalisbretagne.org

Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

De même, la transmission des documents sur un support physique électronique seul (CD-ROM, clé USB, ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier. L'enveloppe unique contiendra les justifications à produire par le candidat ainsi que les pièces constitutives de l'offre conformément aux dispositions du règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous plis scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Formats :

Les formats autorisés en réponse sont : PDF, à l'exclusion du BPU et du DQE, doivent être retournés en format XLS.

Virus :

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature :

Les documents devant être signés doivent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique d'une des catégories figurant sur la liste publiée à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>.

Structure des enveloppes électroniques et fichiers à insérer :

- Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un fichier compressé intitulé : Candidature.
- Ceux relatifs à l'offre doivent être regroupés dans un fichier compressé intitulé : Offre.
- Dans le cas de lots, le fichier contenant tous les documents relatifs à l'offre sera intitulé : Offre-Lot-xy.zip (où xy est le numéro du lot).
- Les répertoires « Candidature » et « Offre » doivent être regroupés (par une opération de compression) dans un seul fichier dénommé : Documents.zip.
- C'est ce fichier Documents.zip qu'il conviendra d'insérer dans l'enveloppe électronique unique, mise à votre disposition.

ARTICLE 8 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 - Règles de sélection des candidatures et des offres

- Sélection des candidatures

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées à l'article 6.2.1.

Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation seront susceptible d'être considérées comme inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les suivants :

- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles

- Sélection des offres

Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, le maître d'ouvrage procède à un classement et attribue le marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en appliquant les critères pondérés figurant ci-dessous.

En cas de discordance constatée dans une offre, il sera demandé au candidat de rectifier.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le document commercial du candidat seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du document commercial qui sera pris en considération. Le candidat devra corriger son erreur sur demande du maître d'ouvrage.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail afin de cohérence. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaire, lors de l'examen des offres.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Afin de choisir la proposition économiquement la plus avantageuse, les critères et sous-critères retenus dans le jugement des offres figurent ci-dessous, ils sont pondérés.

Critère d'attribution	Pondération des critères	Détail des points
1 - PRIX	60 %	60 points
2 - VALEUR TECHNIQUE	40 %	
<i>Sous-critère : 1 Le matériel mis en place, indication sur la provenance des matériaux, références des fournisseurs, fiches techniques (concernant les revêtements, mobilier, ouvrages particuliers, végétaux,...), y compris pour la sous-traitance déclarée ou envisagée.</i>		20 points
<i>Sous-critère : 2 Indications concernant la méthodologie et les procédés d'exécution envisagés, les moyens humains et matériels affectés à la présente opération (planning détaillé nombre d'hommes/jour/matériel) et le plan de phasage, prise en compte des contraintes locales, visite sur site, organisation de chantier et procédures d'autocontrôle</i>		20 points

Les offres seront classées selon la moyenne pondérée obtenue :

Prix des prestations : La note maximale de 60 sera affectée à l'offre moins-disante. Le calcul des notes du critère prix sera effectué par la formule :

$$N_i = 60 \times [1 - (M_i - M) / M]$$

où

N_i = note de l'offre à calculer

M = montant de l'offre moins-disante

M_i = montant de l'offre à calculer

Valeur technique des prestations évaluée sur le mémoire technique : note sur 40 maxi décomposée comme ceci :

Chaque sous-critère sera noté sur 20 points suivant la grille suivante :

- Très satisfaisant 18 à 20
- Satisfaisant 14 à 17
- Passable 10 à 13
- Insuffisant 1 à 9
- Nul 0

L'offre économiquement la plus avantageuse sera l'offre obtenant la note la plus élevée.

8.2 - Négociations

Conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique du 1 avril 2019, le maître d'ouvrage prévoit de négocier les offres avec les trois entreprises, au maximum, les mieux classées après le jugement des offres.

Elle se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales reçues sans recourir à la négociation. Il est donc dans l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DES MARCHES

9.1 - Déroulement des phases d'attribution du marché ou des marchés postérieurement au classement des offres

9.1.1 - Documents à produire

L'offre la mieux classée suivant l'application des critères de sélection figurant à l'article 8 ci-dessus sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise (s'il ne les a pas préalablement remis avec son offre initiale, ou à l'issue de la phase de négociation, lorsqu'il y a eu négociation) les documents suivants :

- **L'offre signée** (c'est-à-dire selon les pièces formant le contrat lesquelles sont visées dans le cahier des charges et le cas échéant, dans le document de mise au point du marché : devis, acte d'engagement, mémoire descriptif des prestations, etc...) par la personne habilitée à engager l'entreprise et elle doit être adressée au maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le signataire des pièces du marché est habilité de droit à engager l'entreprise dont la preuve est apportée par la fourniture de l'extrait K-Bis ou équivalent (statuts de la société, délibération du conseil d'administration ou toute autre document) ou si le signataire du marché n'apparaît pas sur le K Bis ou équivalent, une délégation de pouvoir signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise (dont le nom est mentionné dans l'extrait K-Bis ou équivalent) ou, le cas échéant, copie des pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre le signataire du marché et cette personne.

- **Les documents demandés au titre de la candidature** ou justifiant que le candidat ne se trouve pas dans le cas d'une interdiction de soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve sont listés dans les dispositions de l'article R2143-11 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

Il est attiré l'attention des candidats sur les dispositions de l'article R2144-2 du décret susvisé et applicable au présent achat et notamment celles selon lesquelles : si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti par le maître d'ouvrage les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Enfin, en application de l'article R2143-13 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018, le maître d'ouvrage ne peut exiger des renseignements ou documents justificatifs qui lui est possible d'obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soient gratuits.

En conséquence, si le soumissionnaire entend utiliser cette possibilité, il lui appartient de mettre clairement et explicitement à la disposition du maître d'ouvrage toutes les informations nécessaires, lors du dépôt de son pli. Le cas échéant, il liste dans un document approprié, les pièces qui sont accessibles par voie électronique par ce biais et les pièces qu'il remet matériellement en complément dans son pli.

9.1.2 - Délai imparti

Le délai imparti par le maître d'ouvrage à l'attributaire pour remettre les documents indiqués à l'article 9.1.1, sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci.

Ce délai ne pourra être supérieur à 4 (quatre) jours.

A défaut de production dans les délais des documents demandés, l'offre sera éliminée et la même demande sera faite auprès du candidat suivant dans l'ordre de classement par application de l'article R2144-2 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le marché sera attribué au candidat le mieux placé qui aura produit tous les documents demandés lors de la mise au point du marché par le maître d'ouvrage.

9.1.3 - Forme des notifications

A l'issue de la consultation, les candidats non retenus seront informés du rejet de leur offre, par voie postale ou électronique. Cette information vaut notification du rejet de leur offre et faire courir les délais de recours contentieux.

9.1.4 - Recours

La juridiction compétente pour connaître de toutes contestations relatives à la passation du présent marché public est le Tribunal administratif de Rennes, Ille et Vilaine.

Les recours suivants peuvent être mis en œuvre :

- Référé pré contractuel, avant la signature du marché dans les conditions des articles L 551-1 à L 551-12 et R 551-1 à R 551-6 du code de justice administrative ;
- Référé contractuel, dans les conditions des articles L 551-13 à L 551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative ;
- Recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 du code de justice administrative) dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision attaquée. Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de pleine juridiction et "Tropic travaux" dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du code de justice administrative).

ARTICLE 10 - LISTE DES PIECES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Pièce n° OA : Règlement de consultation (RC)
Pièce n° OB : Plan de situation
Pièce n° 1 : Acte d'engagement (AE)
Pièce n° 2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce n° 3 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
Pièce n° 4 : Plan des travaux
Pièce n° 5 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
Pièce n° 6 : Détail Quantitatif et Estimatif (DQE)
Annexe n° 1 : Plan de signalisation